



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'agriculture intrusive à la campagne ?

Maryvonne Bodiguel

Abstract

Agriculture needs to be reintegrated into the countryside, a process that will demand both new political reflection and new agricultural objectives. For not only will this entail significant political and administrative change but will also affect the image of the farmer himself within his locality.

Citer ce document / Cite this document :

Bodiguel Maryvonne. L'agriculture intrusive à la campagne ?. In: Économie rurale. N°202-203, 1991. Quel avenir pour l'agriculture et le monde rural ? pp. 65-66;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1991.4191>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1991_num_202_1_4191

Fichier pdf généré le 23/09/2021

L'AGRICULTURE INTRUSE A LA CAMPAGNE ?

Maryvonne BODIGUEL *

AGRICULTURE : THE UNWANTED RURAL ACTIVITY ?

Summary :

Agriculture needs to be reintegrated into the countryside, a process that will demand both new political reflection and new agricultural objectives. For not only will this entail significant political and administrative change but will also affect the image of the farmer himself within his locality.

creative commons



Persée

L'agriculture est-elle intrusive à la campagne ? Cette question un peu provocatrice amène à s'interroger sur la manière dont on peut appréhender aujourd'hui l'activité agricole dans son contexte social local. Depuis trente ans, les données économiques, démographiques, territoriales qui la concernent ont considérablement évolué, transformant du même coup la problématique sociologique rurale. Cependant, l'enracinement d'une certaine image sociale et politique de l'agriculture n'est pas pour étonner : c'est l'aboutissement de trois décennies de choix politiques, de gestion professionnelle, d'évolution de la société française. Une cohérence sociale fondée sur la suprématie démographique et économique de l'activité agricole dans l'espace rural doit aujourd'hui céder la place à une autre qui se cherche encore. Les agriculteurs sont appelés à s'interroger sur leurs rôles économiques, écologiques, sociaux ainsi que sur leur propre cohérence professionnelle.

Les choix de l'Etat

Le déclin puis la stagnation de la population rurale, à la suite de l'exode agricole, vont faire place à une nouvelle « ruralisation » ; ouvriers, professions libérales, employés vont peupler certains bourgs ruraux et la périphérie de petites villes alors que, par ailleurs, se créeront des espaces de plus en plus vides auxquels de nouvelles fonctions écologiques et esthétiques seront attribuées ; le rural a progressivement échappé à l'agriculture et l'administration elle-même a avalisé cette fuite.

Le ministère de l'Agriculture, en orchestrant la modernisation du secteur, devient une administration de plus

en plus technique ; secteur économique soumis aux lois du marché et de l'innovation nécessaire, l'agriculture s'abstrait toujours davantage d'un environnement qu'elle exploite en recherchant un maximum de productivité et se transforme au rythme des évolutions techniques. La question rurale reste une affaire sociale pour un ministre, qui doit accompagner jusqu'au bout ses administrés « non rentables », mais ne devient pas une question territoriale importante. Dès le début des années soixante, la rupture est sous-jacente entre une activité visant à optimiser la productivité des ressources naturelles et la gestion de ces ressources, elles-mêmes en fonction de l'équilibre économique, social, écologique des territoires. Ses tentatives d'aménagement rural resteront timides en regard des initiatives de la DATAR. Pouvait-il en être autrement ? Les ingénieurs du génie rural et des eaux et forêts qui peuplent l'administration de l'agriculture ont répondu à la mission qui leur avait été assignée lors de la réforme de leur corps en 1965 : occuper les emplois de nature scientifique, technique, administrative ou économique relatifs à l'aménagement de l'espace rural, notamment sous son aspect hydraulique, à l'économie agricole et forestière, à l'élevage, aux haras, à la mise en valeur des forêts, à la protection et à l'aménagement du milieu naturel, notamment de la chasse et la pêche. En organisant son activité autour d'exigences techniques et économiques, à l'instar de ses partenaires européens, l'administration de l'agriculture ne s'est pas rendue compte à quel point elle perdait celle de l'espace rural. Par ailleurs, l'expansion générale des années 1960 favorisera le tourisme, les résidences secondaires et la montée de l'urbanisation accroîtra la demande de nature. Plus que jamais,

* Groupe de Recherches Sociologiques, Paris X Nanterre.

l'usage de la campagne sera tributaire des infrastructures d'équipement, en particulier du réseau routier, ainsi que de l'essor des villes petites et moyennes pourvoyeuses de services. Cet enchaînement a amené l'agriculture aux dimensions des autres secteurs de l'économie, mais elle s'est progressivement désolidarisée de la campagne alors qu'elle s'intégrait à l'industrie et à ses méthodes de production.

Les choix de la profession agricole

La profession n'a jamais eu vraiment le choix en matière d'orientation fondamentale. Comparée à d'autres pays d'Europe, en particulier du nord, la France, alourdie par sa population rurale, a entrepris tardivement la modernisation de son agriculture et a dû aller vite. Un partage de responsabilités entre le ministère de l'Agriculture et les représentants professionnels, témoignage d'une entente sur les buts à atteindre et les moyens à mettre en œuvre, a permis un redressement spectaculaire. Dans ce contexte, tous les types d'agricultures ne pouvaient être le « pétrole vert ».

Une profonde scission s'est opérée entre une agriculture a-territoriale, orientée vers un marché national et international et une agriculture, disons, locale. La première s'est « dénaturée » au gré de ses succès, elle a acquis une position économique de premier plan ; la seconde s'est essouffée à trouver l'institution ou l'organisation qui donnerait une réelle légitimité à son existence. Dévalorisée par une politique soucieuse de promouvoir une production de masse, l'agriculture traditionnelle se trouve en porte-à-faux entre une gestion en terme de secteur économique et une gestion en terme de développement local. L'agriculture de marché elle-même connaît quelques problèmes d'insertion sociale et politique locale et les problèmes suscités par la gestion des ressources naturelles en ont été un révélateur. L'agriculture a-territoriale, dont les objectifs se définissent à Bruxelles, redevient une question sociale concrète, un problème de proximité, de co-responsabilité civile, de gestion du territoire. Cette agriculture intensive apparaît aussi enracinée que l'autre malgré une gestion

économique délocalisée ; du même coup la profession se trouve confrontée à ce qu'elle avait écarté en faisant de l'agriculture traditionnelle un problème social plus qu'économique : de la gestion sociale et politique locale de l'agriculture et de son rôle dans les équilibres écologiques des territoires.

L'agriculture dans une nouvelle problématique rurale

Le défi national auquel doit répondre l'agriculture appelle une réflexion socio-politique ; 2 % d'agriculteurs suffiraient à la France déclare au club de la presse de Strasbourg le président de l'Union des Coopératives de Céréales en septembre 1990, cependant qu'environ deux tiers du territoire appelle une activité agricole ; par ailleurs, intensification et concentration sont sources d'importantes nuisances et réclament une réflexion sur les pratiques agricoles et sur la relation de l'agriculture à l'ensemble de la société. *Le problème de l'aménagement des rôles de l'agriculteur sera, à la fois, de produire et de garantir la viabilité des espaces ruraux.*

Le vingtième siècle en France a définitivement enterré les sociétés agraires sans pour autant en détruire tout à fait le parfum. Le secteur agricole a connu un changement de conception radical mais les mythes ont néanmoins la vie dure, laissant planer l'idée fausse que l'agriculteur a toujours été le protecteur de la nature. L'agriculture a toujours été prédatrice mais n'a jamais eu, comme aujourd'hui, autant de moyens techniques pour transformer l'équilibre écologique d'un territoire. La conception de son rôle a toujours été évolutive et liée aux transformations techniques, sociales et politiques du pays. Un tournant est à prendre aujourd'hui comme un autre a été pris au sortir de la seconde guerre mondiale. Comme à l'époque, le changement sera solidaire d'une réflexion d'ensemble sur le rôle territorial, tant social qu'économique, du secteur. Par qui et comment cette réflexion sera-t-elle menée ? La nécessaire conception « locale » de l'agriculture reste en quête d'une cohérence politique et administrative.